



**Rapport du groupe restreint du
Forum consultatif
sur la réunion du 25 septembre 2012**

1. Le Groupe restreint, présidé par Mme Amy Karpel (États-Unis), s'est réuni à Londres le 25 septembre 2012 pour la deuxième fois en vertu de l'Accord international de 2007 sur le Café.

Point 1 : Adoption de l'ordre du jour

2. Le Groupe a adopté l'ordre du jour figurant dans le document CG-3/12 Rev. 1.

Point 2 : Présentations

3. La Présidente a présenté le mandat du Groupe restreint et les résultats des deux premiers forums consultatifs. Le Groupe a souhaité la bienvenue aux quatre conseillers qui ont été nommés par le Conseil pour septembre 2012 et 2012/13 ainsi qu'aux experts en gestion des risques et financement qui assistent à la réunion du Groupe pour la première fois : M. Marc Sadler (Banque mondiale) ; Mme Noemí Pérez (l'Alliance financière pour le commerce durable (FAST)) ; M. Silas Brasileiro (Conseil national du café du Brésil (CNC)) ; et M. Nicolas Tamari (Sucafina SA).

4. Le Groupe a noté l'intérêt des conseillers et des experts pour les questions comme la consolidation des réussites et des échecs des expériences globales dans le café, quels sont les problèmes et les solutions et l'applicabilité des enseignements tirés dans le secteur du café. Les autres risques de la production, comme les ravageurs et la gestion des sols, sont, en soi, aussi importants que la gestion des risques et touchent tous les acteurs de la chaîne. Il est important d'avoir une vision globale de la gestion des risques. D'importantes recherches ont été entreprises dans le passé et, plutôt que de réinventer la roue, l'essentiel

est une mise en œuvre effective et de rendre les offres du Forum accessibles aux exploitants. On se préoccupe de développer des moyens concrets pour améliorer l'accès au financement, de travailler avec les informations disponibles dans les pays et de créer des outils pour permettre aux gouvernements de partager ces informations avec les institutions financières et de combler les lacunes. Un autre défi est de savoir pourquoi il est si difficile pour les producteurs d'accéder aux outils de gestion des risques et d'identifier les moyens d'améliorer l'accès. Les autres questions sont la volatilité des prix causée par l'activité des fonds, qui entrave l'accès des producteurs au marché, et la complexité du marché. Des études devraient être menées pour élaborer des propositions qui permettraient aux producteurs de comprendre comment le marché fonctionne, comment y accéder, ainsi que d'examiner les moyens d'améliorer la liquidité des instruments de gestion des risques, en particulier des options de vente ; il convient également d'examiner la façon dont les ménages à faible revenu gèrent les risques et répondent à leurs besoins, afin que les producteurs n'aient pas à détourner leur énergie du produit. Enfin, le Groupe a souhaité la bienvenue à plusieurs orateurs des forums précédents et a pris note de l'invitation faite aux Membres d'assister à la réunion de l'Association scientifique d'information sur le café (ASIC) au Costa Rica pour voir de première main les recherches menées dans ce domaine.

Point 3 : Deuxième Forum consultatif

5. Le Groupe a noté que le deuxième Forum en mars 2012 (voir le document CF-2/12) a fourni une excellente occasion de tenir des discussions collaboratives sur le financement dans le secteur du café et la gestion des risques. Les exploitants doivent avoir accès à des outils de gestion des risques et au financement pour continuer à produire un café de qualité et les autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement ont besoin d'un approvisionnement fiable en café de qualité. Il a donné l'occasion aux producteurs et aux autres intervenants de la chaîne d'approvisionnement de travailler ensemble pour répondre à leurs besoins et il serait utile à long terme de tisser des liens plus solides sur ces questions. Les institutions financières doivent comprendre les besoins des producteurs afin qu'elles puissent leur fournir des outils plus utiles et les exploitants doivent comprendre ce que les institutions financières peuvent et ne peuvent pas fournir.

Point 4: Financement et gestion des risques : les défis

6. Les points suivants ont été soulevés au cours des discussions sur les difficultés rencontrées par les producteurs, en particulier les petits exploitants, dans le cadre du financement ou de la gestion des risques et des stratégies ou programmes qui pourraient être efficaces pour relever ces défis.

Financement et gestion des risques d'un point de vue élargi et du point de vue de la chaîne d'approvisionnement

- La gestion des risques et le financement sont souvent prioritaires mais les exploitants sont confrontés à d'autres contraintes comme l'accès aux intrants, les régimes fonciers et les infrastructures. Une vision globale de tous les risques qui pèsent sur les exploitants est nécessaire. La gestion des risques ne doit pas être traitée isolément sans tenir compte des questions comme les bonnes pratiques applicables à la durabilité ou aux parasites, l'accès aux marchés, la compétitivité, la certification, etc.
- Le financement et la durabilité sont étroitement liés. La durabilité devrait figurer dans les discussions sur l'accès au financement et la gestion des risques.
- Il est nécessaire de considérer le financement du point de vue de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement car les risques ne sont pas limités au stade de la production.
- L'industrie a un intérêt direct dans l'amélioration des rendements et de la qualité et peut contribuer aux efforts en collaboration avec les petits exploitants, dans un espace préconcurrentiel.
- Il est nécessaire de renforcer la confiance entre les producteurs et le secteur financier. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a enregistré des succès avec des projets qui ont rassemblé les divers acteurs de la chaîne d'approvisionnement au moyen d'ateliers de partage de l'information et de renforcement de la confiance.
- Les institutions agricoles et financières, les négociants, les producteurs et les autres acteurs de la chaîne de valeur pourraient être rassemblés afin d'assurer la disponibilité d'un financement des intrants de production et autres.

Relations entre le financement, le coût de la production et la productivité

- Les pays sont confrontés à des situations différentes et sont à des niveaux de développement différents. La question de la productivité est importante car les rendements peuvent varier d'une moyenne de 5 à plus de 25 sacs par hectare. Il est essentiel d'augmenter la productivité et les rendements ; il ne suffit pas d'introduire le financement et la gestion des risques.
- L'accès au financement est essentiel pour que les producteurs puissent augmenter les rendements par exemple, par le financement de la rénovation des cultures. Une coopérative au Guatemala qui a pu accéder au financement a été en mesure

d'augmenter les rendements de ses membres de façon significative. Il est essentiel d'augmenter la productivité et les rendements moyens minimums pour accroître la compétitivité des producteurs et améliorer leurs revenus.

- Comprendre les coûts de production est essentiel. Si les producteurs comprennent leurs coûts de production, et la façon de les réduire, ils peuvent augmenter leurs rendements et sont mieux à même de rembourser leurs emprunts.

Connaissance et éducation

- La connaissance est essentielle et différente de l'information. La connaissance est une information compréhensible, accessible et livrée d'une manière pratique. Un élément clé de la livraison de la connaissance est d'assurer la formation efficace de formateurs locaux qui pourront travailler directement avec les producteurs et les associations, par exemple, le renforcement des capacités par la Banque mondiale, avec le soutien des gouvernements suisse et néerlandais, dans le cadre duquel les populations locales ont été formées à la gestion du risque de prix et peuvent maintenant former d'autres personnes localement.
- L'éducation financière est un élément clé pour élargir l'accès des producteurs au financement. Les exploitants ont besoin d'aide pour comprendre leurs coûts de production, les investissements susceptibles d'améliorer la productivité, les instruments financiers disponibles pour répondre à leurs besoins, les critères d'obtention d'un prêt, les modalités de remboursement, etc.
- Culturellement, les producteurs ont souvent tendance à ne pas voir l'intérêt d'une protection contre les risques liés à la volatilité des prix. Davantage doit être fait pour expliquer aux producteurs les coûts et les avantages des stratégies et des instruments d'atténuation des risques. Les gouvernements pourraient aider les producteurs en élaborant des programmes et en mettant en place des incitations pour participer à des stratégies de gestion des risques, comme le programme brésilien visant à encourager les exploitants à souscrire une assurance contre la volatilité des prix. Les institutions financières disposent de systèmes sophistiqués mais les petits producteurs doivent accéder au financement et aux outils de gestion des risques par des systèmes simples. Une éducation et de l'information disponibles dans un langage accessible sont nécessaires pour aider les exploitants à comprendre le marché et les différents produits et mécanismes financiers mis à leur disposition.
- Les gouvernements peuvent jouer un rôle en travaillant avec les coopératives et les producteurs pour les aider à améliorer la qualité et obtenir un bon prix pour leur café, comme le programme kenyan qui fait appel aux téléphones mobiles pour diffuser des informations sur les prix aux producteurs.

Accès limité au financement et aux outils de gestion des risques

- Souvent, le financement et la gestion des risques sont disponibles pour le transformateur mais pas pour le producteur. L'accent doit être mis sur les moyens d'élargir l'accès des producteurs au crédit et à la gestion des risques.
- Les petits exploitants n'ont pas accès aux instruments de gestion des risques et financiers ; plutôt que de s'adresser au financement de l'agriculture, les producteurs se tournent vers le microfinancement où les coûts et les risques sont élevés et où les producteurs peuvent perdre leurs terres s'ils ne peuvent pas rembourser les prêts.
- Le microfinancement est disponible pour le secteur mais pas toujours abordable et il n'est pas un substitut au financement de l'agriculture.
- Les primes d'assurance sont généralement trop coûteuses pour les petits exploitants, mais les coûts pourraient baisser si les volumes de ventes étaient plus élevés. Davantage d'agents doivent être encouragés à offrir cette option.
- Le financement saisonnier à court terme du commerce est plus accessible que le financement à moyen ou à long terme nécessaire pour replanter ou faire des investissements. Souvent, la seule source de financement pour la rénovation des cultures est le secteur gouvernemental. Le manque de financement pour les investissements à moyen ou à long terme est dû en partie au fait que les établissements de crédit ne connaissent pas bien les risques et les besoins en jeu. Par exemple, en ce qui concerne les replantations, la durée du crédit doit être au minimum de sept ans, alors que dans d'autres cas un an est suffisant pour que les exploitants ne s'endettent pas.
- Lorsque les producteurs se déroberont à leurs obligations contractuelles, ce n'est pas parce qu'ils le veulent mais en raison de la volatilité des prix. Si les producteurs contractent des prêts en tablant sur une hausse des prix et si les prix baissent, ils ne peuvent pas rembourser les prêts.

Éducation des institutions financières au secteur du café

- Davantage pourrait être fait pour fournir des informations accessibles aux banques et aux négociants pour les aider à mieux comprendre les besoins des producteurs de café, le but du financement nécessaire (par exemple, saisonnier, rénovation ou autres investissements) et la variété des risques encourus (par exemple, prix, mais aussi ravageurs, climat, etc.). Cela permettrait à ces institutions financières de développer des produits et des services spécifiques adaptés à des besoins et risques spécifiques. FAST travaille dans ce domaine et a vu un ensemble de modèles dont certains fonctionnent mieux dans certains pays que dans d'autres. La technologie a

également un rôle à jouer dans ce domaine, FAST donnant l'exemple du travail qu'elle a engagé au Costa Rica pour utiliser la technologie afin de faciliter l'accès à l'information sur le secteur du café pour les institutions financières.

Autres points

- Des risques réduits s'accompagnent de taux réduits, et par conséquent si le risque peut être réduit, l'accès au crédit à des taux réduits devient disponible. Les garanties de revenu des producteurs sont l'un des meilleurs moyens de réduire les risques, mais ces garanties sont coûteuses et la fourniture de ces garanties est limitée. Un défi majeur est de déterminer la façon d'attirer les agents qui sont disposés à fournir ces garanties.
- Il est important de revoir le rôle des gouvernements : quel est leur rôle précisément et comment peuvent-ils jouer le rôle de catalyseur pour élargir l'accès aux régimes de gestion de risques.
- Des questions comme la durabilité, la traçabilité et la chaîne de valeur pourraient être abordées lors d'une réunion future.
- Le mouvement coopératif joue un rôle important en aidant les petits exploitants à négocier de bons prix pour les intrants et à accéder au microfinancement et à l'information. L'Alliance coopérative internationale pourrait encourager les pays où il y a peu de coopératives à les développer.
- Montrer aux exploitants le résultat final d'un produit obtenu avec des méthodes différentes s'est révélé efficace pour un certain nombre de produits de base et pourrait être utile pour le café.

7. Rôle de l'OIC

- L'OIC pourrait aider à relever les défis du financement et de la gestion des risques de trois façons : 1) en diffusant des connaissances et en servant de canal pour fournir des informations aux personnes qui en ont besoin, y compris en présentant l'information pour la rendre applicable et compréhensible aux producteurs, 2) en étant une enceinte permettant d'identifier et de discuter des défis et des solutions et en présentant l'information de manière pratique pour les exploitants, et 3) en continuant à développer les connaissances (par opposition à l'information).
- Le rôle de l'OIC est différent de celui des autres agents financiers : faire des recommandations au gouvernement sur les politiques en matière de financement et de gestion des risques qui pourraient être mises en œuvre au profit de la filière café. Des solutions peuvent être élaborées pour le court et moyen terme.

- L'OIC pourrait identifier les éléments susceptibles de renforcer la confiance entre les producteurs et les institutions financières afin d'atténuer les risques et d'élargir l'accès au crédit, par exemple, assistance technique aux producteurs sur ce qui est nécessaire pour obtenir un prêt, attention particulière à la perspective de la chaîne d'approvisionnement, examen des coûts de production, traçabilité de la finance, etc.
- Les bonnes pratiques mondiales en matière de gestion des risques de plusieurs types de production pourraient être évaluées et une typologie simple des meilleures pratiques pourrait être élaborée sur la base de la taille des exploitations agricoles, des rendements et du système de production, pour des publics différents : les gouvernements, les intérêts commerciaux et les producteurs. L'OIC pourrait s'associer avec la Banque mondiale pour développer cette typologie.
- L'OIC pourrait faciliter l'étude et le calcul des coûts de production.
- L'OIC pourrait mener des études sur l'accès au financement pour déterminer le niveau et le type de financement accessible aux producteurs, l'écart entre ce qui est nécessaire et ce qui est disponible et les institutions financières fournissant des financements aux différents acteurs. Ces informations pourraient être diffusées aux producteurs, aux gouvernements, aux institutions financières et aux autres parties prenantes.
- L'OIC pourrait entreprendre une étude sur les initiatives en cours, comme celles qui ont été partagées par le Brésil, le Mexique et le Costa Rica pendant le deuxième Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café, pour aider les exploitants à accéder à la gestion des risques et au financement. L'étude pourrait fournir des informations plus détaillées sur les coûts de développement et de poursuite de ces initiatives, les institutions nécessaires à leur développement et les mesures pratiques nécessaires pour les reproduire dans d'autres pays. L'étude devrait également examiner dans quelle mesure ces initiatives en cours sont portées par l'ampleur de la production dans les pays respectifs et d'autres facteurs.
- L'OIC pourrait élargir ce rôle et servir de centre d'information sur le financement dans le secteur du café et la gestion des risques, comme dans les projets mis en œuvre par les agences de développement et autres pour améliorer l'accès des exploitants au financement et à la gestion des risques. Le site existant pourrait être développé pour partager des informations conviviales sur l'actualité et fournir des liens vers d'autres sources d'information et de travail dans ce domaine.
- L'OIC pourrait fournir des informations sur la chaîne de valeur du café dans les différents pays et travailler avec la Banque mondiale, USAID et d'autres organisations à organiser des ateliers pour permettre aux petits exploitants de mieux comprendre la chaîne de valeur, y compris les contraintes et les opportunités, ce qui pourrait faciliter les flux financiers.

- L'OIC et les Membres pourraient profiter des manifestations sur le café pour partager leurs connaissances et leurs expériences en matière de financement et de gestion des risques. Par exemple, le Chef des opérations de l'OIC et le Président du Forum consultatif ont participé à une manifestation sur l'accès au financement organisée par *Sustainable Harvest* à Portland en marge de la Conférence de l'Association américaine des cafés de spécialité, qui a été l'occasion de mieux faire connaître le Forum consultatif auprès de plusieurs fonds d'investissement social, des négociants et d'autres institutions.

Point 5 : Troisième Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café

8. Le Groupe a noté que le Brésil accueillerait les réunions du cinquantième anniversaire en septembre 2013. Ce sera une excellente occasion pour un pays producteur d'accueillir le prochain Forum et d'inclure les acteurs de la chaîne logistique dans les discussions. Il est à espérer que les installations de conférence seront adaptables et pourront servir pour le Forum, pour des tables rondes ou des groupes restreints.

9. Au cours des débats sur ce point, il a été suggéré que le prochain Forum suive un format différent : un modèle de résolution des problèmes par le champ de force. Des discussions en petits groupes permettraient d'identifier les forces en présence et les solutions pratiques à un problème général. Le représentant de l'Association nationale du café des États-Unis (NCA) s'est proposé pour animer les discussions. Les Membres ont noté la nécessité de résultats pratiques, y compris les priorités et les informations pertinentes et accessibles, pour les différents groupes. Il a également été suggéré qu'une série d'objectifs à court, moyen et long termes soient définis. En ce qui concerne le prochain Forum, un objectif à court terme pourrait être la fourniture d'informations sur les outils existants. L'OIC pourrait collaborer avec d'autres partenaires, par exemple dans le domaine de la diffusion en élaborant une stratégie de diffusion applicable aux travaux des initiatives comme FAST.

10. Le Groupe a identifié deux objectifs pour le troisième Forum : i) une typologie des bonnes pratiques à l'intention des gouvernements, du secteur commercial et des producteurs respectivement, et ii) une déclaration énonçant les priorités et les recommandations. En ce qui concerne le premier objectif, le Groupe a décidé d'accepter l'offre de la Banque mondiale de travailler avec les Membres à l'élaboration d'une typologie des bonnes pratiques mondiales en matière de financement agricole et de gestion des risques, appropriée au café, en s'appuyant sur l'expérience et les outils et initiatives existants.

Cette typologie serait présentée sous différents formats et en plusieurs langues pour répondre aux besoins des publics ciblés (gouvernements, secteur commercial et producteurs). La Banque mondiale et l'OIC devraient travailler ensemble à l'élaboration du cadre de référence, y compris la structure et le public ciblé. Le Groupe examinera les progrès accomplis et recueillera des informations supplémentaires auprès des Membres à sa réunion de mars 2013, la typologie étant présentée lors du troisième Forum. Les Membres ont décidé de travailler d'ici la prochaine session pour soumettre des informations le plus tôt possible afin que la Banque mondiale ait tous les éléments nécessaires au succès de cette initiative.

11. En ce qui concerne le deuxième objectif, le Groupe a décidé que le format du prochain Forum devrait inclure un modèle de résolution des problèmes par le champ de force qui pourrait générer des recommandations spécifiques et identifier les priorités. Les résultats de la discussion pourraient être publiés sous la forme d'une déclaration de l'OIC. Le Groupe préparera le troisième Forum à sa prochaine réunion, y compris l'identification d'un problème général à discuter. Il continuera à travailler entre les sessions pour assurer le succès et garantir les résultats des réunions de mars et septembre.

12. Le Groupe a également relevé l'utilité de l'établissement d'un inventaire des sources existantes et des types de financement et d'instruments de gestion des risques disponibles dans le secteur du café ainsi que des stratégies et des initiatives visant à faciliter l'accès des producteurs au financement et à la gestion des risques.

13. Enfin, le Groupe a pris note du document CG-4/12 Rev. 1 dans lequel figurent des informations visant à aider les Membres à examiner les préparatifs du troisième Forum consultatif.

Point 6 : Diffusion des résultats

14. Le Groupe a décidé d'examiner à sa prochaine réunion les moyens de diffuser les résultats du Forum et de le positionner, ainsi que l'élaboration de matériel et d'information plus accessibles, par exemple des fiches, des recommandations et des idées sur des informations supplémentaires. Il a été suggéré qu'un court profil ou un document promotionnel contenant des informations sur le but, les avantages et les principaux résultats du Forum pourrait être rédigé de façon à susciter un large intérêt et à élargir la participation. La langue et le contenu du document pourraient varier en fonction du public ciblé, par exemple les institutions financières, les organisations de producteurs ou les gouvernements.

Point 7 : Autres considérations sur les rencontres futures du Forum

15. Cette question sera examinée plus avant à la prochaine réunion.

Point 8 : Groupe restreint

16. Le Groupe a noté que la réunion avait été très productive et les Membres ont été invités à continuer à soumettre des idées et des suggestions pour améliorer les réunions futures.

Point 9 : Les étapes suivantes

17. Le Groupe a noté que le Président ferait rapport au Conseil sur les travaux de la réunion.

Point 10 : Questions diverses

Outil d'éducation financière

18. Le représentant de FAST a fait une présentation sur l'élaboration de ce projet. Le texte de cette présentation est disponible dans la section Exposés techniques du site de l'OIC (<http://www.ico.org/presents/1112/core-september-fast.pdf>).

19. Au cours des débats sur ce point, le Groupe a noté que certaines institutions financières imposaient des conditions strictes à l'accès au financement. Il serait utile de trouver des moyens de les aider à comprendre et à répondre aux besoins des producteurs et à faciliter l'accès des petits producteurs qui n'ont pas la capacité de préparer des plans d'entreprise. On a fait valoir qu'il était plus facile pour plusieurs producteurs que pour un individu de présenter un ensemble d'exigences à un établissement. Une fois que les banques sont conscientes du potentiel d'investissement, elles peuvent développer des services spécifiques. Il est essentiel d'avoir une connaissance détaillée et locale des producteurs pour pouvoir formuler des recommandations. Ce point s'est révélé opportun au Costa Rica, où le gouvernement a été convaincu des avantages d'une facilitation de l'accès au crédit à long terme pour la replantation, tant pour les producteurs de café que pour le pays dans son ensemble.

Point 11 : Date de la prochaine réunion

20. Le Groupe a remercié les quatre conseillers et experts d'avoir assisté à la réunion et a noté que sa prochaine réunion aurait lieu pendant la 110^e session du Conseil à Londres, du 4 au 8 mars 2013.